

**Protocole d'accord du 18 octobre 2007 pour les journaux quotidiens 2007-2008**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Champ d'application

Art. 1er. Le présent protocole d'accord s'applique aux entreprises et aux travailleurs tombant sous l'application de la convention collective de travail du 18 octobre 2007, conclue au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, fixant les conditions de travail dans les journaux quotidiens, rendue obligatoire par arrêté royal du 25 juin 1997 (Moniteur belge du 1er janvier 1998).

CHAPITRE II - Pouvoir d'achat

Art. 2. Les salaires réels des travailleurs sont augmentées par une augmentation des salaires hebdomadaires **barémiques** de 0,75 % au 1er janvier 2008.

Art. 3. Indemnité de repas

Le montant de l'indemnité de repas conventionnelle visée à l'article VII C de la CCT du 18 octobre 2007 relative aux conditions de travail est porté à 3,88 € à partir du 1er janvier 2007 compte tenu de l'évolution de l'indice-santé entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2006.

Art. 4. -Prime de fin d'année

L'article VI, paragraphe f) de la CCT conditions de travail du 18 octobre 2007 est complété comme suit :

« ainsi qu'en cas de rupture du contrat pour cas de force majeure liée à l'incapacité définitive et permanente de reprendre le travail convenu. »

Art. 5. Frais de transport

L'article 7 de la CCT « frais de transport » du 21 juin 2001 est remplacé par l'article suivant :  
« A partir du 1er juin 2007, en ce qui concerne les travailleurs qui habitent dans un rayon de 5 km et qui utilisent un moyen de transport privé ou public autre que SNCB pour parcourir une distance effective d'au moins 3 km, l'entreprise intervient à concurrence de 0,415 euro par jour de travail effectif."

CHAPITRE III. - *Emploi et Bien-être*

Art. 6. La prépension conventionnelle à 58 ans est prorogée par convention collective de travail pour une période de deux ans jusqu'au 30 juin 2009. La prépension conventionnelle à 56 ans et la prépension à mi-temps à 55 ans sont prorogées par convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2008.

En outre, l'Accord interprofessionnel 2007-2008 (AIP) crée une possibilité de prépension à 56 ans après 40 ans de carrière. Le secteur s'inscrit dans la réglementation qui est prévue.

Ces droits sont ouverts moyennant le respect des conditions (âges et anciennetés) prévues par l'AIR

L'ensemble des régimes de prépension suit les conditions prévues par la CCT n°17 tricies.

Le droit à l'indemnité complémentaire de prépension accordée aux travailleurs licenciés dans le cadre de la présente convention collective de travail, est maintenu à charge de l'employeur qui a octroyé la prépension, lorsque les travailleurs reprennent une activité en tant que travailleur salarié ou en tant que travailleur indépendant dans les conditions et modalités fixées par la CCT n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité

complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, telle que modifiée notamment par la CCT n° 17 tricies du 19 décembre 2006

#### Art. 7. Groupes à risque

Prolongation du paiement de la cotisation de 0,15% (0,10+0,05) en faveur de la formation et de l'emploi des groupes à risque . L'ensemble des 0,15% est réparti de façon communautaire entre Cefograf et Grafoc selon la clé de répartition décidée par le Conseil d'administration de FOGRA.

Les partenaires sociaux travailleront à la mise en place au niveau sectoriel d'un système d'offre d'outplacement pour les ouvriers de 45 ans et plus qui sont licenciés. Les partenaires sociaux chargent Fogra de l'exécution de cette mission (Cefograf/Grafoc).

Dans le cadre de l'A.I.P., les partenaires sociaux s'engagent à mettre tout en oeuvre pour accroître annuellement de 5 p.c. le taux de participation des travailleurs aux formations.

Pour ce faire, ils chargent FOGRA des missions suivantes:

- élaborer un document officiel permettant à chaque entreprise de faire enregistrer annuellement les formations suivies par leurs travailleurs durant l'année écoulée;
- déterminer une liste des types de formations pouvant entrer en ligne de compte pour le respect de l'article XI de la convention collective de travail du 25 octobre 1995 fixant les conditions de travail dans les journaux quotidiens et/ou dans le cadre des obligations issues de l'AIP;
- mettre en place et promouvoir une offre attractive et motivante de formations sectorielles;
- déterminer les mesures à prendre vis-à-vis des entreprises qui ne respectent pas les obligations de formation et à cause desquelles toutes les entreprises du secteur risquent d'être pénalisées si le taux de 1,9 p.c. de la masse salariale totale sectorielle n'est pas atteint.

Les partenaires sociaux ont pour objectif de pouvoir établir dès 2008, sur base de déclarations annuelles officielles auprès de la CP 130, des données précises sur les efforts de formation réalisés dans le secteur et ainsi répondre aux exigences de l'AIP.

#### Art. 8. Crédit temps - CCT 77

Compte tenu des dispositions de la CCT 77 et particulièrement du droit généralisé à la diminution de carrière de 1/5ème pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus, les employeurs comme les représentants des travailleurs seront particulièrement attentifs à ce que les différentes modalités d'exercice de ce droit soient examinées au niveau de l'entreprise afin de permettre une organisation et répartition adéquate de la charge de travail.

### CHAPITRE IV. - Classification des fonctions

Art. 9. Sous condition de l'acceptation de la nouvelle classification de fonctions et des nouveaux barèmes sectoriels avant le 30/06/2007, les parties signataires conviennent d'entamer au 1er octobre 2007 son **implémentation** dans les entreprises. L'impact budgétaire de la première phase a été fixé à 1 % de la masse salariale.

Lors de l'élaboration de la prochaine convention sectorielle, il sera décidé du solde de l'impact budgétaire de l'**implémentation** et ce après évaluation au niveau sectoriel.

Le 1er octobre 2007, une compensation sera accordée pour la non-application des nouveaux barèmes depuis le 1er janvier 2006, sous forme d'une prime égale à €25 brut par mois presté entre le 1er janvier 2006 et le 30 septembre 2007. Cette prime sera payée aux seuls travailleurs de l'entreprise en service à la date de paiement tombant sous l'application des nouveaux barèmes. Les modalités d'assimilation sont celles qui sont en vigueur pour le paiement de la prime de fin d'année. Les travailleurs à temps partiel recevront un montant au prorata de leurs prestations. Au niveau de l'entreprise, il peut être convenu de remplacer la prime par un avantage équivalent.

## CHAPITRE V. - Divers

### Art. 10. - Fonds Spécial des industries graphiques et des journaux

A partir du 01.01.2008, la cotisation patronale destinée au paiement de la prime syndicale est majorée de 0,06 % et le montant de la prime syndicale est porté à 128 euros. En janvier 2009, les partenaires sociaux évalueront l'équilibre financier du Fonds Spécial et, en cas d'équilibre, détermineront dans quelle mesure cette majoration peut être revue à la baisse.

### Art. 11. - Second pilier de pension.

L'article 9 § 1er de la convention collective de travail 2007-2008 du 1<sup>er</sup> juin 2007 dans le secteur des imprimeries de labeur prévoit le versement à partir du 1<sup>er</sup> avril 2008 d'une cotisation de 0,50 % du salaire brut horaire de base de chaque travailleur pour la constitution d'un régime de pension complémentaire (second pilier de pension) si la classification des fonctions ne peut être implémentée. Les partenaires sociaux au présent Protocole d'accord conviennent que les entreprises de journaux quotidiens sont exonérées du versement de cette cotisation.

L'article 9 § 2 de la convention collective de travail 2007-2008 du 1<sup>er</sup> juin 2007 dans le secteur des imprimeries de labeur prévoit le versement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 d'une cotisation de 0,25 % du salaire brut horaire de base de chaque travailleur pour l'alimentation d'un régime de pension complémentaire (second pilier de pension). Les partenaires sociaux au présent Protocole d'accord conviennent que les entreprises de journaux quotidiens sont exonérées du versement de cette cotisation, à condition qu'elles disposent d'une assurance-groupe au moins équivalente. Un avis du Conseil d'entreprise des entreprises concernées pourra attester de l'existence de cette assurance-groupe équivalente.

### Art. 12. Groupe de travail

Un groupe de travail paritaire des partenaires sociaux des journaux quotidiens sera créé en vue d'examiner la possibilité d'instaurer des primes d'équipe, dans le cadre juridique et économique d'une réforme des articles VII et XIV de la CCT conditions de travail du 18 octobre 2007, portant sur les travaux de labeur dans les journaux quotidiens, en tenant compte du fait que les imprimeries de journaux évoluent vers des centres d'impression réalisant tant des travaux de presse que de labeur. Il sera tenu compte du résultat de ces travaux dans le cadre de la prochaine négociation sectorielle (2009-2010).

## CHAPITRE VI. - Validité

Art. 13. La présente convention collective de travail remplace et abroge la convention collective de travail du 21 juin 2007 relative au protocole d'accord sectoriel ( enregistrée le 6 juillet 2007 sous le numéro 83621/CO/130).

Art. 14. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2007 et reste d'application jusqu'au 31 décembre 2008, sauf pour les articles qui le prévoient autrement.

## Protocol van akkoord van 18 oktober 2007 voor de dagbladondernemingen 2007-2008

### HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Art. 1. - Dit protocol van akkoord is van toepassing op de ondernemingen en werknemers die onder de toepassing vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2007, gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de dagbladen, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 juni 1997 (Belgisch Staatsblad van 1 januari 1998).

### HOOFDSTUK II. - Koopkracht

Art. 2. - Verhoging van de werkelijke lonen van de werknemers door een verhoging van de wekelijkse **minimumlonen** met 0,75% op 1 januari 2008.

Art. 3. - Maaltijdvergoeding

Het bedrag van de conventionele maaltijdvergoeding waarvan sprake in artikel VII C van de cao van 18 oktober 2007 betreffende de arbeidsvoorwaarden wordt vanaf 1 januari 2007 verhoogd tot 3,88 € rekening houdend met de evolutie van de gezondheidsindex tussen 31 december 2004 en 31 december 2006.

Art. 4. - Eindejaarspremie

Artikel VI, alinea f) van de CAO arbeidsvoorwaarden van 18 oktober 2007 wordt als volgt aangevuld :

"evenals bij verbreking van de overeenkomst wegens overmacht als gevolg van een definitieve en permanente ongeschiktheid om het overeengekomen werk verder uit te voeren."

Art. 5. - Vervoerkosten

Artikel 7 van de CAO "vervoerkosten" van 21 juni 2001 wordt vervangen door " Vanaf 1 juni 2007, komt de werkgever tussen voor een bedrag van 0,415 EUR per effectieve werkdag voor de werknemers die verblijven binnen een straal van 5 km en die gebruik maken van een privé of openbaar transportmiddel, ander dan de NMBS, om een effectieve afstand af te leggen van minstens 3 km."

### HOOFDSTUK III. - Werkgelegenheid en welzijn

Art. 6. - Het conventioneel brugpensioen op 58 jaar wordt bij collectieve arbeidsovereenkomst voor een periode van twee jaar tot 30 juni 2009. Het conventioneel brugpensioen op 56 jaar en het halftijds brugpensioen op 55 jaar worden bij collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2008 verlengd.

Daarenboven creëert het Interprofessioneel Akkoord 2007-2008 (IPA) een mogelijkheid op brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar loopbaan. De sector schrijft zich in op deze voorziene regelgeving.

Deze rechten worden geopend mits voldaan is aan de voorwaarden (leeftijden en anciënniteitsvoorwaarden) voorzien in het IPA.

Het geheel van brugpensioenregimes volgt de voorwaarden voorzien door CAO nr 17 tricies.

Het **recht** op een **aanvullende** vergoeding voor brugpensioenen toegekend aan werknemers die ontslagen worden in het kader van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst, blijft **ten laste** van de werkgever die het brugpensioen heeft toegekend indien de werknemers hun activiteit **hernemen als loontrekkende of als zelfstandige** onder de voorwaarden en **modaliteiten** vastgelegd door CAO nr. 17 van 19 december 1974 die een **regime** van aanvullende vergoeding instelt voor bepaalde bejaarde werknemers, in geval van ontslag, en zoals gewijzigd door CAO nr. 17 tricies van 19 december 2006.

#### Art. 7. - Risicogroepen

Verlenging van de betaling van de bijdrage van 0,15 % (0,10 + 0,05) ten voordele van de **vorming** en tewerkstelling van de risicogroepen. Het geheel van de 0,15% wordt **communautair** verdeeld tussen Cefograf en Grafoc volgens de verdeelsleutel beslist door de raad van **bestuur** van FOGRA.

De sociale partners zullen werken aan het organiseren op sectoraal niveau van een **systeem** van outplacementaanbod voor de arbeiders van 45 jaar en ouder die ontslagen worden. De sociale partners belasten Fogra met de uitvoering van deze opdracht (**Cefograf/Grafoc**).

In het kader van het IPA verbinden de sociale partners zich ertoe **alles** in het werk te stellen om jaarlijks de **deelnamegraad** van de werknemers aan **vormingen** met 5 pct. te doen toenemen.

Hiertoe geven ze FOGRA volgende opdrachten :

- het opstellen van een officieel document dat aan **elke onderneming** de mogelijkheid geeft om jaarlijks de opleidingen, die door hun werknemers tijdens het afgelopen jaar gevolgd werden, te **laten** inschrijven;
- het vastleggen van een **lijst** met soorten opleidingen die in **aanmerking** kunnen genomen worden om te voldoen aan artikel XI van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de dagbladen en/of in het kader van de verplichtingen die **voortkomen** uit het IPA;
- het opzetten en promoten van een aantrekkelijk en **motiverend** aanbod aan sectorale opleidingen;
- het vastleggen van **maatregelen** die genomen worden tegen bedrijven die hun opleidingsverplichtingen niet **nakomen**, en door wiens schuld **alle** bedrijven in de sector het risico **lopen** op een sanctie indien het cijfer van 1,9 pct. van de totale sectorale loonmassa niet bereikt wordt.

De sociale partners streven ernaar vanaf 2008, op basis van jaarlijkse officiële aangiften bij het PC 130, precieze gegevens te **bekomen** over de verwezenlijkte **vormingsinspanningen** in de sector en zo te beantwoorden aan de eisen van het IPA.

#### Art. 8. - Tijdskrediet - CAO 77

Rekening houdend met de bepalingen van CAO 77 en in het bijzonder het **veralgemeende** recht op **loopbaanvermindering** met 1/5<sup>e</sup> voor de werknemers van 55 jaar en ouder, zullen **zowel** werkgevers als vertegenwoordigers van de werknemers er bijzonder over waken dat de verschillende **uitvoeringsmodaliteiten** van dit recht bekeken worden op het niveau van de onderneming, met de bedoeling een **adequate** organisatie en verdeling van de arbeidslast toe te laten.

### HOOFDSTUK IV. - Functieclassificatie

Art. 9. - Ondertekenende partijen komen overeen om, onder voorwaarde dat **vóór** 30/06/2007 de nieuwe functieclassificatie en de sectorale **barema's** worden **aanvaard**, op 1 oktober 2007 te starten met de implementatie ervan in de **ondernemingen**. De budgettaire impact van de eerste fase werd vastgelegd op 1 % van de loonmassa.

Bij het uitwerken van de volgende sectorale overeenkomst zal een beslissing genomen worden over het saldo van de budgettaire impact van de implementatie, en dit na evaluatie op sectorniveau.

Op 1 oktober 2007 zal een compensatie toegekend worden voor de niet-toepassing van de nieuwe barema's vanaf 1 januari 2006 in de vorm van een premie van € 25 bruto per gepresteerde maand tussen 1 januari 2006 en 30 september 2007. Deze premie wordt uitsluitend toegekend aan de werknemers in dienst op de uitbetalingsdatum die onder de toepassing vallen van de nieuwe loonbarema's. De modaliteiten van gelijkstelling zijn deze die gelden voor de uitbetaling van de eindejaarspremie. Deeltijdse werknemers ontvangen een prorata bedrag. Op het niveau van de onderneming kan overeengekomen worden de premie te vervangen door een gelijkwaardig voordeel.

## HOOFDSTUK V. - Varia

### Art. 10. - Bijzonder Fonds voor het Grafische en Dagbladbedrijf

De patronale bijdrage bestemd voor de betalingen van de syndicale toelage wordt per 01.01.2008 met 0,06 % verhoogd en het bedrag van de syndicale premie wordt opgetrokken naar 128 EUR. In januari 2009 zullen de sociale partners de financiële situatie van het Bijzonder Fonds evalueren. In geval van financieel evenwicht zullen ze bepalen in welke mate deze verhoging kan verminderd worden.

### Art. 11. - Tweede pensioenpijler

Artikel 9 § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst 2007-2008 van 1 juni 2007 in de sector handelsdrukkerijen voorziet de storting, vanaf 1 april 2008 van een bijdrage van 0,50 % van het bruto basisuursalaris van elke werknemer voor de oprichting van een systeem van aanvullend pensioen (tweede pensioenpijler) indien de functieclassificatie niet geïmplementeerd kan worden in de sector handelsdrukkerijen. De sociale partners bij dit Protocol van akkoord komen overeen dat de dagbladondernemingen vrijgesteld zijn van de betaling van deze bijdrage..

Artikel 9 § 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst 2007-2008 van 1 juni 2007 in de sector handelsdrukkerijen voorziet de storting, vanaf 1 januari 2009 van een bijdrage van 0,25 % van het bruto basisuursalaris van elke werknemer voor de financiering van een systeem van aanvullend pensioen (tweede pensioenpijler). De sociale partners bij dit Protocol van akkoord komen overeen dat de dagbladondernemingen vrijgesteld zijn van de betaling van deze bijdrage op voorwaarde dat zij over een minstens gelijkwaardige groepsverzekering beschikken. Het bestaan van deze gelijkwaardige groepsverzekering kan worden bewezen met een advies van de ondernemingsraad van de betrokken ondernemingen.

### Art. 12. - Werkgroep

Een paritaire werkgroep wordt opgericht om de mogelijkheid te bestuderen ploegenpremies in te voeren in het juridisch en economisch kader van een hervorming van artikels VII en XIV van de CAO arbeidsvoorwaarden van 18 oktober 2007 met betrekking tot handelsdrukwerk in de dagbladondernemingen gezien de evolutie van de dagbladbedrukkerijen tot drukcentra waar zowel dagbladen als handelsdrukwerk vervaardigd worden. Het resultaat van deze werkzaamheden wordt in aanmerking genomen in het kader van de volgende sectorale onderhandelingen (2009-2010).

## HOOFDSTUK VI. - Geldigheid

Art. 13. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft op deze van 21 juni 2007 betreffende de sectoraal protocol akkoord (geregistreerd op 6 juli 2007 onder het nummer 83621/CO/130).

Art. 14. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2007 en blijft van toepassing tot 31 december 2008, met uitzondering van de artikelen die er anders over beschikken.